

# Internet et les crises des pays arabes<sup>\*</sup>

Zeina el Tibi

En novembre 2005, le deuxième sommet mondial de la Société de l'Information (SMSI) a été organisé par l'*International Communication Union* sous le haut patronage du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, principalement sur le thème de liberté de l'information et de la régulation d'Internet. Ce sommet s'est tenu à Tunis.

Cinq ans plus tard, c'est à Tunis qu'éclatait la première révolution que l'on a présentée comme déclenchée par Internet.

Dans quelle mesure Internet et les nouveaux médias ont-ils influencé ou provoqué ce que les médias ont, peut-être hâtivement, qualifié de « printemps arabe » ?

Le monde entier sembla être étonné des émeutes qui ont suivi par l'immolation par le feu de Mohammed Bouazizi, le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid. Cet étonnement est allé en grandissant lorsque les manifestants égyptiens ont pris la relève place Tahrir en plein centre du Caire. Dans les deux cas, puis plus tard au Yémen, en Algérie, en Libye, en Syrie, Internet a joué un rôle.

Certes, les blogs et les réseaux sociaux ne suffisent pas à faire une révolution. Il a fallu l'irruption de la mort, du cycle vieux comme le monde révolte-répression, des manifestations de rue, pour abattre le régime de Ben Ali, provoquer le départ d'Hosni Moubarak, libérer une partie de la Libye d'un régime tout aussi tyrannique que grotesque.

Internet concerne le monde numérique, c'est le domaine du virtuel et Internet seul ne peut donc faire une révolution. Il faut encore que les conditions soient réunies dans la vraie vie, dans le non-numérique.

Il faut que des hommes et des femmes aient le courage de descendre dans la rue et de braver la mitraille de forces de répression qui parfois, comme en Syrie, font preuve d'une extraordinaire sauvagerie.

Et si ces hommes et ces femmes prennent des risques souvent considérables c'est qu'il existe des raisons objectives à leur mécontentement ou à leur indignation.

A vrai dire, nul n'ignorait à quel point les régimes tunisien, égyptien et libyen étaient à bout de souffle, dirigé par des présidents âgés et malades, rongés par la corruption, incapables de répondre aux attentes de leur peuple, discrédités par leur mauvaise gouvernance et, pour le régime de Moubarak, par l'alignement sur les Etats-Unis et la faiblesse face à l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Mais la chape de plomb était telle que les peuples concernés se taisaient, vivant souvent dans la crainte, voire dans la terreur comme en Libye et en Syrie.

---

\* D'après le texte d'une conférence prononcée le 28 juin 2011, lors de la sixième Université d'été de la démocratie du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Pourtant, le désir d'acquiescer plus de libertés, l'aspiration à la justice sociale, le besoin d'un développement économique et social cohérent, l'aspiration à trouver des emplois et à bénéficier de conditions de vie plus décentes se faisaient sentir de plus en plus, notamment dans les jeunes générations qui représentent plus 60% de la population.

Déjà, plusieurs indicateurs ou signes avant-coureur avaient été remarqués. Par exemple le mouvement *Kefaya* (« ça suffit ») en Egypte à partir de 2004 suivie des grèves de la faim en 2007 ; la révolte du « peuple des mines » en Tunisie, en 2008 ; les émeutes fréquentes dans une Algérie paralysée par un régime figé et corrompu mais répressif. Le plus souvent, ces mouvements n'avaient pas des revendications politiques, ils exprimaient surtout un ras-le-bol général.

### **Grâce à Internet, de nouveaux espaces de libertés**

Il est important de noter que depuis quelques années, les peuples, en particulier la jeunesse, n'étaient plus coupés du monde, ni tributaires des informations diffusées par les seules médias du régime, lesquels abrutissaient les gens par une propagande incessante et souvent ridicule.

La révolution des nouvelles technologies est passée par là.

Beaucoup ont désormais accès à d'autres sources d'information, notamment Internet qui a ouvert de nouveaux espaces de libertés en matière d'information et de communication. Internet a permis de favoriser la connaissance et la liberté d'expression par des moyens quasi gratuits.

Bien sûr, une révolution n'est pas un jeu-vidéo. Bien sûr, Internet ne fait pas une révolution, mais il peut la préparer, l'accélérer, l'entretenir. En un mot, il la facilite.

En tout état de cause, les ingrédients pour fabriquer une bombe à retardement étaient bien présents sur le terrain dans plusieurs pays, il ne manquait que l'étincelle pour l'embraser.

Malgré leurs réserves ou leur hostilité à l'égard de leurs gouvernants et la prise de conscience de la situation désastreuse dans laquelle leurs pays se trouvaient, les peuples tunisien, égyptien, libyen et syrien, s'étaient tus.

Ce manque de réactivité peut s'expliquer par la peur d'une répression souvent féroce. Mais les derniers événements, particulièrement à Benghazi en Libye et en Syrie semblent prouver le contraire. Nous constatons maintenant que cette crainte était beaucoup plus liée à la passivité extérieure, c'est-à-dire à l'attitude indifférente, parfois complice, des puissances en particulier des Etats-Unis.

En fait, le sentiment de frustration était à son apogée lorsque les révélations de WikiLeaks ont fait leur apparition sur Internet, traduits dans toutes les langues et repris ensuite par les médias notamment la presse écrite en arabe. Les analyses politiques révélées sur WikiLeaks ont dévoilé la perception des diplomates américains de certains régimes arabes.

Ces révélations vont être le déclencheur d'une réaction sans précédent. A travers elles les peuples arabes réalisent que leur griefs sont fondés et surtout que ce dont ils souffrent, c'est-à-dire la corruption et le manque de moralité économique et politique de leurs dirigeants, sont connus et excèdent leurs plus fidèles alliés, les Etats-Unis. Par ailleurs, Twitter, Facebook, You tube et de nombreux blogs ont joué

un rôle important pour diffuser et commenter ces informations, par exemple le blog tunisien d'opposition Nawaat.

On peut donc dire qu'il y a eu une conjonction entre de situations objectives : crise économique et sociale additionnée au mal-vivre dû à des régimes politiques à la fois épuisés, dictatoriaux et discrédités, d'une part, rôle d'Internet, d'autre part. Il est notable que dans des pays où la situation sociale et politique était plus stable et plus saine, l'agitation des réseaux sociaux, souvent activés par des groupes extrémistes minoritaires, a été sans effet ; je pense ici au Maroc où les évolutions se font dans la stabilité dans le cadre d'une monarchie réformiste et démocratique.

Mais il faut maintenant s'intéresser de plus près aux animateurs de ces réseaux sociaux et autres blogs. Contrairement à un cliché répandu, ceux-ci ne sont pas nés par génération spontanée et derrière le paravent des réseaux sociaux et des milliers d'amis virtuels, il y a des réalités beaucoup plus concrètes. Comme le note Charles Saint-Prot : « on ne fait pas de révolution virtuelle ni de politique virtuelle. Il y a un moment où il faut revenir au réel, à la vraie vie. On découvre alors que les bloggeurs idéalistes ne sont pas nés par génération spontanée mais ont été formés dans des officines spécialisées, on découvre ensuite que les «amis virtuels » ne font pas des militants ni des électeurs ; la place est libre pour les groupes organisés souvent des organisations d'extrême-gauche ou des cercles extrémistes religieux... »<sup>1</sup>.

### **Manipulations?**

Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS, prévient qu'Internet « n'est pas à lui seul une nouvelle démocratie. Ce n'est pas parce que tout le monde peut dire ce qu'il pense que c'est un progrès. Ce n'est pas la Vérité... et les risques de manipulation sont encore plus grands.»<sup>2</sup>

Manipulations ! Le mot est lâché. Internet serait-il comme la langue d'Esopé, la meilleure et la pire des choses ?

Selon le chercheur Olivier Koch, l'étude des révolutions qui agitent le Maghreb et le Machrek ne doit pas omettre « toute une part du volet géostratégique américain dont ces mouvements ont été l'objet »<sup>3</sup>. Olivier Koch ajoute ; « Depuis Reagan en 1983, l'exportation de la démocratie est au cœur de la politique étrangère (des Etats-Unis), avec tout un dispositif institutionnel au sein duquel se trouve la *National Endowment for Democracy*. Cette exportation consiste à façonner les environnements stratégiques à travers le monde de sorte à assurer et à défendre les intérêts américains. .. Ainsi le globalisme stratégique américain, au-delà de ses modalités de mise en application, demeure une permanence des États-Unis, que la présidence soit républicaine ou bien démocrate »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Propos tenus lors du colloque « Maroc : une monarchie constitutionnelle », le 30 juin 2011, à l'Ecole nationale d'administration à Paris

<sup>2</sup> cf. WOLTON, Dominique. *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*. Paris : Flammarion, 1999.

<sup>3</sup> KOCH, Olivier. « Les professionnels de la démocratie et la diplomatie publique 2.0 » in *Diplomatie publique softpower*, sous la direction de François-Bernard Huyghe, Lettre de l'Observatoire géostratégique de l'information, 5 juillet 2011

<sup>4</sup> *Ibidem*

Sur le rôle d'organisations et fondations relayant le projet étatique états-unien, il est intéressant de se reporter à une étude parue dans le quotidien *The New York Times* daté du 15 avril 2011 et intitulée : « Des organisations des Etats-Unis contribuent à former les soulèvements arabes » (*U.S. Groups Helped Nurture Arab Uprisings*).

L'étude du *New York Times* révèle que plusieurs organisations financées par l'Etat américain ont joué un rôle en amont dans les soulèvements du monde arabe. Parmi celles-ci : l'ONG *Freedom House*, l'*International Republican Institute* et le *National Democratic Institute*. Cela fait plusieurs années qu'elles contribuent au financement et à la formation des militants. Elles ont notamment apporté leur soutien aux dirigeants du mouvement « de la jeunesse » du 6 avril en Egypte.

L'implication de groupes comme *National Endowment for Democracy* (NED), proche de la CIA, et d'autres ONG financées par des fonds privés telle la fondation Soros, dans les récents événements en Tunisie, en Egypte et d'autres pays est avérée. Ces groupes ont formés nombre d'internautes qui ont été impliqués dans ces événements. On sait que beaucoup sont proches de Hillary Clinton qui est l'une des championnes du *soft power* numérique qui, à la différence de la méthode brutale (*hard power*) de l'administration Bush, réorganise la politique d'influence de la diplomatie américaine autour d'une stratégie visant à utiliser l'arme d'Internet pour façonner un nouveau Moyen-Orient. Il s'agit de la mise en place d'une nouvelle diplomatie publique dite diplomatie 2.0 ou web 2.0<sup>5</sup>, lancée par un discours d'Hillary Clinton en novembre 2009 et exposée dans le manifeste *The 21st Century Statecraft*<sup>6</sup>.

On a pu donner de cette nouvelle diplomatie la définition suivante : « La diplomatie publique 2.0 est l'utilisation de nouveaux médias (web 2.0, médias sociaux) pour écouter, contacter et influencer des publics étrangers, soit par un gouvernement (diplomatie publique) soit par des citoyens (diplomatie des citoyens) afin de créer un environnement favorable pour parvenir à la sécurité nationale et ses objectifs politiques, culturels et économiques »<sup>7</sup>.

Comme le note François-Bernard Huyghe, sous le masque de fumée de prolifération terminologique, on retrouve « les règles constantes de l'influence ». Il est d'ailleurs remarquable que la manipulation est à double tranchant. Les services syriens n'auraient-ils pas retourné l'arme à leur profit en faisant créer de toute pièce une fausse bloggeuse contestataire (Amina Abdallah « Gay Girl in Damascus ») pour discréditer les autres bloggeurs ?

---

<sup>5</sup> Cf. HUYGHE, François-Bernard. « Nouvelle diplomatie publique. De la guerre froide au Web 2.0 »

[www.huyghe.fr/actu\\_913.htm](http://www.huyghe.fr/actu_913.htm)

<sup>6</sup> En ligne sur le site du département d'Etat des Etats-Unis

Lien : [www.state.gov/statecraft/overview/index.htm](http://www.state.gov/statecraft/overview/index.htm)

<sup>7</sup> ARMSTRONG, Matt, "Defining Public Diplomacy: Preparing for a new Administration"

Lien : [http://mountainrunner.us/2008/10/defining\\_public\\_diplomacy\\_prep.html](http://mountainrunner.us/2008/10/defining_public_diplomacy_prep.html)

En tout cas, on ressent un certain malaise en constatant qu'une fois de plus, les cartes pourraient être truquées, les slogans –comme le prétendu printemps arabe - vides de sens et les espoirs déçus.

On peut d'ailleurs s'interroger sur le fait que les bloggeurs et autres internautes sont assez discrets dans les pays qui souffrent le plus de l'oppression : la Palestine et l'Irak. Comme si les organisations américaines qui ont tissé la toile de ces insurgés-internautes-spontanées n'avaient pas la volonté que les choses évoluent dans ces deux pays où le jeu des Etats-Unis consistent à laisser perdurer des situations pourtant inacceptables.

### **Conclusion**

Une fois de plus, on voit que le cynisme et les calculs froids des puissances restent plus influents que les droits des peuples.

Décidément, une hirondelle ne fait pas le printemps. Qui peut prétendre que les peuples arabes n'aspirent pas à une démocratie pleine et entière ? Mais la manière dont les événements se déroulent et leurs retombées politiques amènent à se demander si certains pays où ont eu lieu des révoltes sont réellement vers le chemin d'une évolution démocratique, ou vers un semblant de changement, ou encore vers un changement sous contrôle au profit des intérêts de puissance hégémonique ?

En tout cas, il est clair qu'une démocratie véritable ne peut être virtuelle ou se réduire à des slogans ou à des agitations numériques. Elle ne peut que reposer sur du concret : la libre expression d'un vrai consensus populaire dans une nation souveraine et libre de toute ingérence étrangère.